



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

Direction Générale de l'Administration Sous-direction : GESPER Sous-direction : SDPRS Bureau de l'action sanitaire et sociale Adresse : 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Mme Martine STEFFEN Tél : 01.49.55.53.35 Fax : 01.49.55.41.81	Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche Sous-direction : POFEGTP Sous-direction : ACE Bureau des emplois et des moyens des établissements publics Adresse : 1 ter, avenue de Lowendal 75349 PARIS 07 SP
--	--

NOTE DE SERVICE
DGA/GESPER/SDDPRS/N2004-1356
DGER/POFEGTP/SDACE/N2004-2114
Date: 29 novembre 2004

Date de mise en application : immédiate

Objet : Note relative au recrutement des travailleurs handicapés dans le corps des professeurs de lycée professionnel agricole relevant du ministère chargé de l'agriculture par la voie contractuelle donnant vocation à titularisation (décret n°95-979), session 2005

Bases juridiques : décret n°95-979 du 25 août 1995

MOTS-CLES : Recrutement, Travailleurs handicapés, 2005

Destinataires	
Pour exécution : Administration Centrale Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Direction de l'agriculture et de la forêt des DOM Inspection générale de l'agriculture Conseil général du GREF Inspection de l'enseignement agricole Établissements publics nationaux et locaux d'enseignement et de formation	Pour information : Organisations syndicales Fédérations d'associations de parents d'élèves de l'enseignement agricole public.

Le ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales s'est engagé, depuis plusieurs années, dans une politique de recrutement de travailleurs handicapés dans des corps de catégorie A relevant de son département, en application de l'obligation légale à laquelle sont soumises les administrations de l'Etat.

Dans le cadre du développement de cette politique, depuis l'an 2000, un recrutement de professeurs de lycée professionnel agricole a été mis en place. Cette procédure est reconduite pour l'année 2005.

Cette procédure de recrutement a fait l'objet d'un arrêté ministériel paru au Journal Officiel en date du 18 octobre 2004.

Les sections proposées sont les suivantes :

- | | |
|--|----------|
| - mathématiques-sciences physiques | 1 poste |
| - sciences économiques et sociales et gestion | 2 postes |
| option A : sciences économiques et gestion de l'entreprise | |
| - documentation | 2 postes |

Le décret n° 95-979 du 25 août 1995, pris en application de la loi n° 95-116 du 4 février 1995, portant diverses dispositions d'ordre social, précise la réglementation relative à ce recrutement

La présente note a pour objet d'en présenter et définir les modalités, à savoir :

- 1 - conditions d'accès
- 2 - publicité de la procédure
- 3 - constitution du dossier de candidature
- 4 - traitement des candidatures
- 5 - épreuves de sélection
- 6 - publication des résultats
- 7 - déroulement du contrat
 - . passation du contrat
 - . formation
 - . évaluation
 - . titularisation
 - . affectation

Annexe 1 : fiche « Métier d'enseignant en fonction au ministère chargé de l'agriculture »

Annexe 2 : formation initiale des stagiaires

Annexe 3 : modèle de certificat médical

Nous vous engageons à assurer une large diffusion de cette note, et nous comptons sur votre mobilisation et votre participation pour mettre en œuvre efficacement cette procédure afin d'en assurer la réussite.

Le directeur général de l'administration

Le directeur général de l'enseignement et de la
recherche

Jean Marie AURAND

Michel THIBIER

**CALENDRIER PREVISIONNEL DU RECRUTEMENT DE TRAVAILLEURS HANDICAPES
DANS LE CORPS DES PROFESSEURS
DE LYCEE PROFESSIONNEL AGRICOLE**

Par la voie contractuelle donnant vocation à titularisation (décret 95-979)

SESSION 2005

Décembre - 8 avril 2005	Information et recueil des candidatures
8 avril 2005	Clôture des dépôts de dossiers auprès du correspondant handicap
Jusqu'au 30 avril 2005	Entretien de motivation par le chef du service régional de la formation et du développement de la région où réside le candidat
6 mai 2005	Date limite pour l'envoi des avis des SRFD au correspondant handicap
mai 2005	Commission nationale de sélection des candidats

1 - CONDITIONS D'ACCES

- bénéficier de la reconnaissance par la COTOREP de travailleur handicapé en cours de validité (y compris pendant toute la durée prévisible de la formation)
- satisfaire aux conditions d'accès à la fonction publique de l'Etat prévues par l'article 5 ou le cas échéant 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, à savoir :
 - posséder la nationalité française ou être ressortissant d'un des états membres de l'Union européenne ou d'un autre état faisant partie de l'accord sur l'espace économique européen,
 - jouir des droits civiques de l'état du ressortissant,
 - ne pas avoir subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions,
 - se trouver en position régulière au regard des obligations de service national du pays du ressortissant,
 - remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction
 - être titulaire soit :
 - d'une licence,
 - d'un diplôme d'ingénieur reconnu par la commission des titres d'ingénieur,
 - d'un titre ou diplôme sanctionnant un cycle d'études post-secondaires d'au moins trois ans obtenu dans un Etat membre de l'Union européenne

Chaque candidat potentiel devra saisir la COTOREP - Secteur public – de son département.

L'attestation de la compatibilité du handicap avec le métier d'enseignant au ministère chargé de l'agriculture dans la section choisie est obligatoire.

Cette attestation est à transmettre pour le 6 mai 2005 au plus tard.

2 - PUBLICITE DE LA PROCEDURE

La publicité relative au recrutement par la voie contractuelle de travailleurs handicapés pour exercer les fonctions de professeurs de lycée professionnel agricole relevant du ministère chargé de l'agriculture est assurée de la façon suivante :

- ◆ Publication au Journal officiel du nombre de postes offerts ainsi que la répartition par section,
- ◆ Diffusion de l'information par l'intermédiaire de l'ANPE, l'APECITA. et CAP EMPLOI.

3 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

PIECES A JOINDRE :

Une lettre de demande de recrutement par la voie contractuelle, en application du décret n° 95-979 du 25 août 1995, comme enseignant au ministère chargé de l'agriculture.

Il est nécessaire de prendre connaissance de la fiche-métier jointe en annexe 1, préalablement à tout acte de candidature. Celle-ci devra préciser la section choisie . Lors de son inscription, le candidat ne peut faire une demande que pour une seule section .

Le candidat est invité à se rendre dans un lycée agricole public, après avoir pris rendez-vous avec le proviseur, et à rencontrer des enseignants afin de prendre connaissance de ce métier spécifique . Une note rédigée par le candidat à l'issue de cette visite devra être jointe à la lettre de demande.

- attestation de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé établie par la COTOREP, en cours de validité au moins jusqu'au mois d'octobre 2006.

- attestation de compatibilité du handicap avec le métier d'enseignant au ministère chargé de l'agriculture établie par la COTOREP- Secteur public, à transmettre pour **le 6 mai 2005 au plus tard (attention, les délais pour obtenir cette pièce peuvent être longs)**

- Un certificat médical d'un médecin agréé par l'administration, attestant l'aptitude aux emplois publics et à l'exercice des fonctions d'enseignant dans la section choisie (voir modèle joint en annexe 3)

- Une photocopie du ou des diplôme(s)

- Une photocopie de la carte d'identité en cours de validité

- Un état signalétique des services militaires ou une pièce constatant la situation au regard du code du service national

- Un curriculum vitae détaillé précisant :

- . état civil,
- . situation familiale,
- . parcours de formation,
- . parcours professionnel avec indications des fonctions et des périodes pendant lesquelles elles ont été assurées
- . adresse et téléphone des employeurs.

4 - TRAITEMENT DES CANDIDATURES

L'ANPE, l'APECITA et CAP EMPLOI sont habilités à les recevoir et à opérer un premier rapprochement entre les compétences et aptitudes des candidats et les exigences des emplois.

Les dossiers complets seront transmis à :

Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche
et des affaires rurales
Direction générale de l'administration
Sous- direction du développement professionnel
et des relations sociales
Bureau de l'action sanitaire et sociale
(à l'attention de Madame Martine STEFFEN)

Les dossiers complets seront reçus jusqu'au : 8 avril 2005

Le document COTOREP secteur public pourra être transmis ultérieurement,
(le 6 mai 2005 au plus tard)

5 - EPREUVES DE SELECTION

- Entretien de motivation

Sur demande de la direction générale de l'administration, le chef du service régional de la formation et du développement convoquera et recevra les candidats résidant dans la région pour un entretien de motivation dont il transmettra les conclusions au correspondant handicap **avant le 6 mai 2005 dernier délai.**

- Entretien de sélection

La commission nationale de sélection dresse la liste des candidats qui sont convoqués pour un entretien individuel de sélection **à Paris** .

Les frais de déplacement et de séjour des candidats sont à leur charge.

Les candidats sont avertis individuellement de l'acceptation ou du rejet de leur dossier.

A l'issue des entretiens de sélection, la commission nationale probatoire établit la liste des candidats proposés à la contractualisation, dans la limite du nombre des postes offerts .

6 - PUBLICATION DES RESULTATS

Les candidats sont prévenus individuellement par courrier suite à la délibération des membres de la commission nationale de recrutement.

Aucune demande de changement de section formulée par un candidat à l'issue de la publication des résultats ne pourra être acceptée.

7 - DEROULEMENT DU CONTRAT

- La passation du contrat (en application du décret n°95-979 du 25 août 1995)

Les candidats, sélectionnés par section, bénéficieront d'un contrat d'un an à temps complet, spécifiant la section choisie. Aucun changement ne sera possible. La rémunération prévue au contrat est celle afférente à l'échelon de stage des professeurs de lycée professionnel agricole stagiaires.

- La formation (se reporter à l'annexe 2)

Les candidats seront affectés à partir du début septembre 2005 à l'école nationale de formation agronomique de Toulouse (ENFA) et suivront la formation prévue pour les professeurs stagiaires.

La formation est fonction du choix de la section choisie par le candidat.

En dehors des périodes de formation organisées à Toulouse, elle comporte des semaines de stage pédagogique dans d'autres établissements.

- L'évaluation

Durant l'année du contrat, les agents sont soumis aux mêmes évaluations que les autres professeurs stagiaires. A l'issue de l'année, le directeur de l'ENFA établit un rapport d'appréciation au vu des évaluations. Ce rapport est joint au dossier individuel de l'agent.

L'aptitude professionnelle de l'agent par l'autorité disposant du pouvoir de nomination est appréciée au vu du dossier de l'intéressé(e) et après un entretien devant un jury.

- La titularisation

Si l'agent a été jugé apte à exercer ses fonctions, il est titularisé après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné.

Si l'agent n'a pas fait la preuve de capacités professionnelles suffisantes, l'autorité disposant du pouvoir de nomination peut prononcer le renouvellement du contrat pour une année, après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné.

Si l'appréciation de l'aptitude de l'agent ne permet pas d'envisager qu'il puisse faire preuve de capacités professionnelles suffisantes, et après avis de la commission administrative paritaire du corps concerné, le contrat ne sera pas renouvelé. L'agent pourra bénéficier des allocations d'assurance pour perte d'emploi en application de l'article L.351-12 du code du travail.

- L'affectation

Après titularisation, l'agent sera affecté dans un lycée d'enseignement général et technologique agricole ou dans un lycée professionnel agricole.

**FICHE METIER D'ENSEIGNANT EN FONCTION
DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC
(Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales)**

I - LES MISSIONS DES PROFESSEURS DE LYCEE AGRICOLE

Les personnels en fonction dans l'enseignement agricole public exercent dans des établissements :

- situés, pour la quasi totalité d'entre eux, à la campagne et donc le plus souvent dépourvus de moyens de transport en commun,
- comportant une exploitation agricole (élevage, culture, forêt) qui, outre sa fonction de production, sert des objectifs pédagogiques voire expérimentaux,
- disposant le plus souvent d'un internat,
- pratiquant des méthodes pédagogiques qui s'appuient sur la pluridisciplinarité, les travaux de groupe, les études de milieu, les stages en milieu professionnel.

Tout enseignant doit être capable :

- de transmettre ses connaissances,
- d'assurer la sécurité des élèves,
- d'animer et de conduire une réunion (conseil de classe, ...)
- de participer à des activités pluridisciplinaires avec des enseignants techniques.

En outre, les professeurs de certaines sections doivent pouvoir, plus spécifiquement :

- monter et conduire des travaux pratiques extérieurs ou de groupe,
- suivre des élèves en stage sur une exploitation agricole,
- participer et animer des voyages d'études en France ou à l'étranger.

Pour être en mesure d'assurer sa mission pédagogique, un enseignant doit avoir :

- des connaissances disciplinaires qui garantissent sa compétence dans la section de candidature,
- une stabilité psychologique face à un groupe d'élèves,
- une aptitude à communiquer et à dialoguer avec un groupe y compris avec des moyens techniques,
- une autonomie (éventuellement avec compensation)

II – LES OBLIGATIONS DE SERVICE DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE (cf : note de service DGER/SDACE/N2000/2074 en date du 18 juillet 2000)

Les obligations des PLPA sont définies uniformément à 18 heures de service hebdomadaire.

Ce service doit être effectué pendant l'année scolaire définie à l'article 9 de la loi du 10 juillet 1989 sur l'éducation, à savoir au moins 36 semaines.

Par ailleurs, il convient de préciser que ce service d'enseignement doit également s'effectuer dans le cadre d'activités pluridisciplinaires, de coordination ainsi que de concertation au sein des équipes pédagogiques.

Dans ce cas, il convient de le compléter prioritairement à l'intérieur de l'établissement public d'enseignement dont dépend le centre dans lequel l'agent a été affecté.

Les PLPA ont obligation d'exercer un encadrement pédagogique des élèves lorsque ceux-ci sont en stage

Il est accessoirement prévu un dispositif pour les enseignants qui refusent d'effectuer le suivi d'élèves en stage. Il pourra donc être exigé durant une période de stage des élèves que le PLPA dispense :

- d'une part des enseignements en formation scolaire ou participation à des actions de soutien ou d'aide aux élèves en difficultés
- d'autre part, à la demande de l'intéressé(e), il(elle) pourra dispenser un enseignement en formation professionnelle continue ou en apprentissage

III – LES CONDITIONS GENERALES D'APTITUDE

Pour les disciplines expérimentales, des compétences manuelles et visuelles sont indispensables pour la réalisation d'expériences (physique, chimie, biologie, écologie ...) ainsi que pour le classement (techniques documentaires)

Pour les enseignants techniques, l'altération de certains sens comme l'odorat et le goût n'est pas compatible avec la conduite d'activités d'enseignement dans les domaines suivants : industries agroalimentaires, viticulture-œnologie, laboratoires qualité alimentaire.

Pour les enseignants techniques qui sont en contact avec des animaux, des fourrages, des végétaux ou des produits allergènes, il est nécessaire de ne pas présenter un terrain déjà sensible à ce type de pathologies.

Les candidats sont invités, à partir du 7 janvier 2005, à prendre connaissance des fiches spécifiques à chaque section sur le site Internet de l'Ecole Nationale de Formation Agronomique, chargée de la formation des professeurs de l'enseignement agricole public :

www.enfa.fr(*)

Ces fiches rappellent :

- 1) les connaissances disciplinaires à maîtriser à l'entrée en formation
- 2) les caractéristiques du métier dans la discipline choisie

Pour les candidats ne disposant pas d'un accès Internet, ces fiches pourront être adressées sur demande formulée auprès du secteur handicap (MAAPAR/SDDPRS/BASS – Mme Martine STEFFEN – Tel : 01 49 55 53 35)

L'année de formation l'ENFA n'est en aucun cas une année de remise à niveau scientifique.

(*) : *cliquer sur rubrique « formation »*

puis sur « connaissances et compétences de l'exercice du métier »

sélectionner la section :

. mathématiques sciences physiques

. techniques documentaires

. sciences économiques et sociales et gestion option A : sciences économiques et gestion de l'entreprise

FORMATION INITIALE DES STAGIAIRES

Présentation de la formation

Enfa/Dep/08/11/04

I - UNE FORMATION PROFESSIONNELLE PAR ALTERNANCE

Cette première année met l'accent sur l'apprentissage de la conduite d'un projet pédagogique tout en intégrant une initiation aux autres fonctions et une approche d'ensemble des missions de l'enseignement agricole.

I.1 - Déroulement de la formation

Elle est structurée en quatre unités de formation (UF) décrites dans les tableaux pages suivantes.

Chaque UF comprend un enseignement à l'ENFA et un stage en établissement.

- existence de conseillers pédagogiques validés par l'inspection dans la discipline,
- constitution de petits groupes pluridisciplinaires par établissement (quatre à six stagiaires),

L'ENFA s'efforce dans cette répartition, de tenir compte de problèmes particuliers (charge de famille, problèmes de santé, etc...) puis, selon les possibilités, de l'origine géographique des stagiaires.

Pour l'UF4 le stage en établissement se déroule sur le lieu d'affectation à la rentrée scolaire suivant l'année de formation.

« Découverte du métier dans son contexte »

- 2 semaines et demie à l'ENFA.
- 1 semaine de stage encadré : étude de cas portant sur l'étude des relations qu'entretient un établissement d'enseignement agricole avec son ou ses territoires (Stage ETER).
- 4 semaines de stage dans un établissement d'enseignement agricole, observation, analyse en équipe pluridisciplinaire du fonctionnement de l'établissement, de situations éducatives, des publics en formation. Réalisations de quelques séances d'enseignement.

« Gérer la classe et les apprentissages »

- 7 semaines à l'ENFA.
 - 5 semaines de stage dans un établissement d'enseignement agricole.
- Préparation, réalisation et analyse de séances d'enseignement auprès de différents publics en formation : formation initiale par voie scolaire, apprentissage, formation continue.

« Inscrire sa pratique pédagogique dans un projet d'établissement en interaction avec son environnement »

- 5 semaines à l'ENFA
- 5 semaines de stage pédagogique dans un établissement d'enseignement agricole : organisation et mise en œuvre de séquences d'enseignement en autonomie. Formalisation et mise œuvre d'un projet à visée éducative.

« Construire un projet professionnel inscrit dans le contexte de l'établissement d'affectation »

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">➤ 3 semaines ENFA➤ 4 semaines de stage dans l'établissement d'affectation incluant 2 semaines dans le milieu d'insertion professionnelle visée par les filières de formation de l'établissement. Repérage et engagement dans des partenariats internes et externes à l'établissement. |
|--|

I.2 - Activités se déroulant sur toute l'année

◆ Ateliers de pratique

Ce module est composé d'environ 25 ateliers de pratique d'activités corporelles, sportives et artistiques.

◆ Projet à visée éducative mis en œuvre dans l'établissement de stage

Il s'agit d'une action éducative conduite par les stagiaires collectivement avec des élèves de l'établissement dans un cadre négocié avec l'équipe d'accueil.

Un jury de titularisation atteste de la capacité à enseigner à partir d'un dossier individuel comportant les appréciations :

- du conseiller pédagogique
- du proviseur de l'établissement de stage
- de l'inspection
- des formateurs de l' ENFA.

L'appréciation générale des formateurs de l' ENFA, dans ce dossier s'appuie sur deux situations d'évaluation centrées sur l'acquisition des compétences requises pour la gestion de projets pédagogiques à partir de grilles avec critères d'évaluation.

L'adaptation de poste est suivie par une personne référente, Mlle Mireille Bacou, qui accueille les stagiaires issus de ce recrutement, vérifie l'accessibilité de leurs lieux de stage, prend contact avec l'équipe de direction de l'établissement et les conseillers pédagogiques, se rend sur place si nécessaire, afin de mieux cibler les éventuelles difficultés et envisager une remédiation. Elle travaille en concertation avec une « cellule handicap » composée d'acteurs de l' ENFA et créée dans un souci de désamorcer les situations-problèmes et/ou difficultés d'intégration rencontrées par les stagiaires concernés.

Situation d'évaluation n°1

Compétences évaluées : être capable de prévoir, de décrire et d'argumenter un projet de formation, son déroulement, son évaluation.

Cette situation d'évaluation donne lieu à deux productions distinctes :

Production A : Argumentation d'une production pédagogique

- Critères d'évaluation :
 - Cohérence entre objectifs et situations de formation,
 - Clarté et pertinence des étapes d'apprentissage (calendrier, répartition horaire, objectifs, contenus, activités cognitives, évaluations).
 - Pertinence des situations d'évaluation au regard des objectifs pédagogiques,
 - Qualité de l'argumentation des choix opérés.

Production B : Présentation et analyse d'une séance d'enseignement

- Critères d'évaluation
 - Cohérence entre objectifs, contenus et moyens utilisés pour mettre les élèves en activité,
 - Pertinence des supports didactiques,
 - Pertinence des modalités de contrôle de la compréhension et des apprentissages,
 - Qualité de l'argumentation des choix didactiques, recul critique et capacité à innover.

Situation d'évaluation n°2

Compétences évaluées : formaliser un projet à visée éducative, situer son action dans une démarche collective et institutionnelle au sein d'un établissement.

- Critères d'évaluation :
 - Justification du projet dans le contexte de l'établissement de stage
 - Conception et analyse du projet : précision de la description de chacune des étapes identifiées, mise en évidence des articulations. Analyse de chaque étape en terme de point fort, point faible, ajustements nécessaires...
 - Identification pertinente des enjeux, d'apprentissage pour les élèves,
 - Pertinence et cohérence de l'analyse de ses propres apprentissages dans le projet et de ses capacités à s'impliquer dans une dynamique de groupe.

**CERTIFICAT MEDICAL D'APTITUDE
A EXERCER UN EMPLOI PUBLIC**

Poste d'enseignant de lycée professionnel agricole

Section : mathématiques-sciences physiques *

Section : sciences économiques et sociales et gestion*

Section : documentation*

(* rayer les mentions inutiles)

Nom et adresse du médecin agréé :

Nom et adresse du candidat :

Je soussigné, docteur _____, médecin agréé par l'administration, ayant pris connaissance des activités et aptitudes exigées d'un enseignant, professeur de lycée professionnel dans l'enseignement technologique et professionnel agricole, c'est-à-dire :

- assurer la sécurité des élèves,
- animer et de conduire une réunion (conseil de classe, ...)
- participer à des activités pluridisciplinaires avec des enseignants techniques,
- monter et conduire des travaux pratiques extérieurs ou de groupe,
- suivre des élèves en stage sur une exploitation agricole, ateliers technologiques, entreprises agro-alimentaires (contacts avec produits agrochimiques)
- participer et animer des voyages d'études en France ou à l'étranger,

- faire preuve d'une stabilité psychologique face à un groupe d'élèves,
- une aptitude à communiquer et à dialoguer avec un groupe y compris avec des moyens techniques,
- une autonomie (éventuellement avec compensation)

certifie que M. (Mme, Mlle) _____ présente les aptitudes physiques et mentales nécessaires à l'exercice de l'enseignement dans des établissements relevant du ministère chargé de l'agriculture.